

ARRÊTÉ
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société AMAZON FRANCE LOGISTIQUE SAS à BOVES
Arrêté préfectoral complémentaire

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le Code de l'environnement et notamment l'article R. 181-45 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, administrateur de l'État du deuxième grade, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique n° 1185 à compter du 25 octobre 2018) ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 2910 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 4 octobre 2016 à la société GOODMAN JULES VERNE LOGISTICS pour l'exploitation d'entrepôt couvert de stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t et d'exploiter les rubriques n° 1530, n°1532, n°2662, n°2663 relevant du régime de l'autorisation, pour les rubriques n° 2910 et n°4802 relevant du régime de la déclaration avec contrôle périodique et pour les rubriques n° 2925 relevant du régime de la déclaration au 1 avenue du Superbe Orénoque au sein du Pôle Jules Verne sur le territoire de la commune de Boves ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 6 juin 2025 à la société AMAZON FRANCE LOGISTIQUE SAS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2025 donnant délégation de signature principale à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le donner-acte du 1^{er} octobre 2019 transférant l'autorisation d'exploiter à la société AMAZON FRANCE LOGISTIQUE SAS ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance transmis par l'exploitant, à la préfecture de la Somme, par courriel du 17 octobre 2022 se substituant aux dossiers de porter-à-connaissance de modifications d'août 2017 et de septembre 2021 et complété par courriel du 17 novembre 2025 ;

Vu le dossier de dossier de porter-à-connaissance transmis par l'exploitant par courriel du 8 septembre 2025 et complété par courriel du 17 novembre 2025 ;

Vu le rapport et les propositions en date du 22 décembre 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier/courriel du 13 février 2026, reçu le 17 février 2026 ;

Vu l'absence d'observation formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti ;

Considérant ce qui suit :

1. la société AMAZON FRANCE LOGISTIQUE SAS est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement au 1 avenue du Superbe Orénoque au sein du Pôle Jules Verne sur le territoire de la commune de Boves, sous couvert notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 4 octobre 2016 ;

2. par courriels du 17 octobre 2022 et du 17 novembre 2025, la société AMAZON FRANCE LOGISTIQUE SAS a transmis, à la préfecture de la Somme, un dossier de porter-à-connaissance visant à modifier l'article 7.2.3 « issues de secours » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 octobre 2016, conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement ;

3. par courriels du 8 septembre 2025 et 17 novembre 2025, la société AMAZON FRANCE LOGISTIQUE SAS a transmis, à la préfecture de la Somme, un dossier de porter-à-connaissance visant à mettre en place des bornes de recharge pour véhicules électriques conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement ;

4. au vu des éléments transmis, l'inspection des installations classées a jugé, dans son rapport en date du 22 décembre 2025, que ces modifications sont notables mais pas substantielles au titre des articles R. 181-46 et R. 122-2 du code de l'environnement ;

5. conformément aux dispositions prévues par l'article R. 181-45 du code de l'environnement, ces modifications doivent être actées par voie d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBJET

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2016 autorisant la société AMAZON FRANCE LOGISTIQUE SAS, dont le siège social est situé au 67 boulevard du Général Leclerc à Clichy 92 110, à exploiter ses installations au 1 avenue du Superbe Orénoque au sein du Pôle Jules Verne sur le territoire de la commune de Boves, sont modifiées par les articles ci-dessous.

ARTICLE 2. – MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté :

Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications
Arrêté préfectoral complémentaire du 6 juin 2025	Article 3 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées	Supprimé et remplacé par l'article 3 du présent arrêté
Arrêté préfectoral d'autorisation du 4 octobre 2016	Article 7.2.3 Issues de secours	Supprimé et remplacé par l'article 4 du présent arrêté

ARTICLE 3. – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'article 3« Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 juin 2025 est abrogé et remplacé par le tableau suivant :

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime ¹
1510	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</p> <p>1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39.a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement</p>	<p>Le volume de l'entrepôt est de 822 000 m³.</p> <p>L'entrepôt est composé de 10 cellules de stockage. La quantité de matières combustibles est de 60 000 tonnes.</p> <p>Le volume maximal stocké de papier, carton est de 120 000 m³ (1530).</p> <p>Le volume maximal stocké de bois est de 120 000 m³ (1532).</p> <p>Le volume maximal stocké de polymères est de 120 000 m³ (2662).</p> <p>Le volume maximal stocké de matières plastiques est de 120 000 m³ (2663-1).</p> <p>Le volume maximal stocké de matières plastiques est de 120 000 m³ (2663-2).</p>	A
1185	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	<p>La quantité cumulée de fluides frigorigènes est de 4 000 kg.</p>	DC

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime
2910	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Une installation de chauffage en toiture de 4 MW. Des groupes électrogènes de 1,4 MW.</p> <p>Puissance thermique nominale de l'installation est de 5,4 MW</p>	DC
2925	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW</p>	<p>La puissance maximale est de 1 200 kW</p>	D

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Caractéristiques de l'installation	Régime
2925	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <p>2. Lorsque la charge ne produit pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs</p> <p>(1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.</p>	<p>La puissance maximale est de 648 kW</p> <p>Opération des robots : 500 kW</p> <p>Opération de charge des véhicules électriques : 148 kW</p>	D
4734	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p>	<p>La quantité totale maximale de carburant stocké permettant d'alimenter l'installation sprinkler et les groupes électrogènes est de 45 t</p>	NC

ARTICLE 4. – ISSUES DE SECOURS

L'article 7.2.3 « Issues de secours » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 octobre 2016 est abrogé et remplacé par le présent article :

Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.

En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m². En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.

ARTICLE 5. – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie de Boves. Une copie de l'arrêté sera par ailleurs déposée à la mairie de Boves pour être tenue à la disposition du public.

Procès-verbal de l'accomplissement des mesures de publicité lui incombant sera dressé par les soins du maire à la préfecture de la Somme. Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif au contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

L'arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture, pour une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 6. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal Administratif d'Amiens ou par le biais de l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation ;
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tiers, auteur du recours contentieux ou d'un recours administratif est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

ARTICLE 7. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, la maire de Boves, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AMAZON FRANCE LOGISTIQUE SAS.

Amiens, le 23 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général



Emmanuel MOULARD